

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-043**

SÉANCE DU 6 MAI 2025

**POINT A.1
APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 1^{ER} AVRIL 2025**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 6 mai 2025, sous la présidence Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université et notamment son article 18,

Après en avoir délibéré,

Approuve le procès-verbal de sa séance en formation plénière du 1^{er} avril 2025, tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 abstention)

Membres composant le conseil : 28
Membres présents (14) ou suppléés (7) : 21
Membres absents et non suppléés : 7

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique
Georges Linares
le 13/05/2025 09:59:51 +02:00



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr



Direction
des Affaires Juridiques
et Institutionnelles

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU 1^{ER} AVRIL 2025

**DAJI - Pôle des affaires
Institutionnelles**

**AVIGNON UNIVERSITÉ
Campus Hannah Arendt**

74 rue Louis Pasteur
84 029 Avignon cedex 1

Tél. +33 (0)4 90 16 28 09
daji@univ-avignon.fr
univ-avignon.fr

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 1^{er} avril 2025**

Informations générales

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 6 mars 2025
2. Questions budgétaires et financières :
 - 2.1 Approbation de la politique tarifaire de la formation continue au titre de l'année universitaire 2025-2026
 - 2.2 Offre tarifaire des formations d'Avignon Université au titre de l'année universitaire 2025-2026 :
 - Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information
 - Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation
3. Questions relatives aux ressources humaines :
 - 3.1 Approbation de la campagne 2025 de promotion interne dans le corps des professeurs des universités
 - 3.2 Approbation du Rapport Social Unique (RSU) 2023
4. Questions relatives à la transition environnementale :
 - 4.1 Approbation de l'actualisation du schéma directeur durabilité (Version 2)

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :
 - 1.1 Approbation des statuts du service de santé étudiante (SSE)
 - 1.2 Approbation de la modification des statuts de l'École Doctorale 536
 - 1.3 Approbation de la modification des statuts de l'École Doctorale 537
 - 1.4 Approbation du calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2025-2026
2. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :
 - 2.1 Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2025-2026
 - 2.2 Approbation de la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2025-2026
 - 2.3 Approbation de l'offre des « Unités d'Enseignement de Renforcement » (UER) au titre de l'année universitaire 2025-2026
 - 2.4 Approbation de l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2025-2026
 - 2.5 Approbation du nombre de groupes par composantes/services porteurs des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2025-2026
 - 2.6 Approbation de l'offre des Diplômes Universitaires (DU) au titre de l'année universitaire 2025-2026
3. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :
 - 3.1 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria - Tunisie
 - 3.2 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et Democritus University of Thrace - Grèce
4. Questions diverses¹

¹ Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence (president@univ-avignon.fr ou vice-president-ca@univ-avignon.fr) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.

Le 1^{er} avril 2025, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

TABLEAU DES PRÉSENCES		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
Président	M. LINARÈS Georges	X		
Vice-président du CA	M. RICHAUD Alain	X		
Représentante du Rectorat (invitée)	Mme CARBONE Catherine	X		
Collège A	Mme VINET Agnès	X		
	M. DOUVINET Johnny	X		
	Mme FALKERT Anika	X		
	M. MARREL Guillaume	X		
	Mme BLANKE Delphine		Mme VINET Agnès	
Collège B	Mme CAVALIE Elsa			X
	M. MONNET Fabien	X		
	Mme KOUMPLI Christina	X		
	M. PAYAN Paul	X		
	Mme TIXIER Anne-Sylvie			X
Collège C BIATSS	M. BERRAG Allal	X		
	Mme SERON Jenny			X
	Mme ANDRÉ Fanny		M. LUBIN Mario	
	M. LUBIN Mario	X		
Collège Etudiants	Mme DEVLIEGHERE Charline	X		
	Mme MAZZITELLI Lisa		Mme DEVLIEGHERE Charline	
	Mme CHAUVIN Marine		Mme DEVLIEGHERE Charline	
	M. YEPEZ Thomas			X
Personnalités Extérieures	Mme GAGNIARD Anne	X		
	Mme JABLONSKI-CASTANIER Christelle			X
	M. BISSIERE Michel		M. RICHAUD Alain	
	M. CARLIN Frédéric	X		
	M. GONIDEC Jean-François	X		
	Mme BATTAGLIA Pascale	X		
	M. GONTARD Paul-Roger			X
	Mme JULLIAN Catherine			X
Participants à titre consultatif de droit	M. BARBE Jacky	X		
	M. BOURDAGEAU Stéphane			X
	M. BLANCO Jean-François	X		
	Mme DECUYPER Florence	X		
	M. GUINTOLI Claude			X
	M. GUIN Joël			X
Invités	Mme ABONNEN Audrey	Visio		
	Mme ANTOINE Sophie	X		
	Mme BELLAMINE Nabila	X		
	Mme BOURGEOIS Céline	X		
	M. DURAND Stéphane	X		
	Mme FAVRE Aude	X		
	Mme FREDOUILLE Corinne	X		
	M. MATOIS Nicolas	X		
	Mme MAURAND-VALET Anne	X		
	Mme PEZZO Delphine	X		

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (16) ou suppléés (5) : 21

Membres absents et non suppléés : 7

Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Georges Linarès, Président d'Avignon Université, ouvre la séance du CA. Il est 14h40.

Informations générales

- Rencontre avec le ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

Lors d'une réunion qui s'est tenue il y a environ quinze jours à France Universités, le ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a abordé plusieurs axes prioritaires en cohérence avec les initiatives déjà engagées dans certains établissements, à savoir l'attractivité des métiers et des établissements, le développement du public-privé de la recherche collaborative et l'implantation territoriale des universités. Le ministre a également évoqué le sujet du pilotage des établissements, qui est une question récurrente ces dernières années. Il a également fait une longue introduction sur la situation aux États-Unis, où plus de 3 000 chercheurs ont été licenciés. En réponse, le ministère a demandé aux universités de proposer des actions d'ici le 14 avril 2025. Certaines universités, comme Aix-Marseille Université, ont déjà engagé des initiatives médiatisées, comme un programme doté de 10 millions d'euros sur trois ans. Les échanges avec le ministre et sa directrice de cabinet ont mis en évidence la volonté des universités d'avoir une réponse nationale, voire européenne, sur ces sujets, plutôt que des initiatives isolées par établissement. Le Président évoque l'effet de déstabilisation des programmes de recherche en raison des licenciements massifs, notamment aux États-Unis et l'impact majeur sur les bases de données scientifiques, en particulier climatiques, dont l'accès a été fermé avec une interrogation quant à savoir si ces bases de données n'ont pas été détruites. Les États-Unis jouent un rôle central dans la production et la gestion de ces données, ce qui expose la recherche mondiale à une dépendance problématique.

- Réforme de la formation des enseignants :

Le Président donne la parole à Monsieur Bassam Jabaian, Vice-président du conseil d'administration en charge de la commission de la formation et de la vie universitaire, qui indique que la réforme des concours de recrutement des enseignants, initialement annoncée l'an dernier mais suspendue suite au changement de gouvernement, a été relancée par le ministre. Son entrée en vigueur est prévue dès le printemps prochain.

Deux volets sont concernés par cette réforme :

- Premier degré : création d'une mention spécifique de professorat des écoles dès la licence, sur trois ans, combinant une formation pluridisciplinaire et didactique. Le concours se tiendra à la fin de la troisième année de licence. Les lauréats du concours intégreront ensuite des masters spécialisés du domaine, en tant que fonctionnaires stagiaires rémunérés pendant deux ans, avec titularisation à l'issue du master, sous réserve d'un engagement de quatre ans dans la fonction publique.
- Second degré : maintien des masters disciplinaires. Le concours sera désormais accessible dès la L3. Le schéma est identique, à savoir deux années de master en tant que fonctionnaires stagiaires, avec titularisation à la sortie.

Pour l'établissement, cette réforme implique une réflexion sur le montage d'une licence spécifique « Professorat des écoles » et un accompagnement des étudiants de licence disciplinaire vers les concours du second degré.

Concernant l'adaptation des maquettes pédagogiques, les ajustements structurels seront difficiles à mettre en œuvre dès la prochaine rentrée. Il est envisagé, à court terme, d'ajouter des modules complémentaires plutôt que de modifier les maquettes existantes.

- Projet d'expérimentation sur le « COMP » :

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche propose aux universités de la région PACA et de Nouvelle-Aquitaine d'être des sites expérimentaux sur une version étendue du contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP). Jusqu'ici, l'impact financier du COMP était limité (0,7 à 0,9 % de la dotation). L'idée est de tester une version étendue, avec un impact budgétaire plus significatif. L'université est bien positionnée pour cela car ses axes stratégiques sont déjà en phase avec les priorités ministérielles. L'expérimentation exigera des interactions plus régulières avec le rectorat. Le Président indique qu'il s'agit d'une bonne nouvelle pour l'établissement et reviendra vers les conseillers du Conseil d'administration dès que nous aurons plus d'informations sur la suite de cette expérimentation.

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 6 mars 2025

À défaut d'observation, le Président soumet au vote des administrateurs le procès-verbal du Conseil d'administration du 6 mars 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 abstention)**

2. Questions budgétaires et financières :

2.1 Approbation de la politique tarifaire de la formation continue au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole à Madame Nabila Bellamine, Directrice du SFTLV, qui présente la politique tarifaire de la formation continue au titre de l'année universitaire 2025-2026 (*cf. annexe pt. A.2.1 - Politique tarifaire formation continue 2025-*

2026). Ce document a pour objectif de fixer un cadre concernant les tarifs de la formation garantissant ainsi l'équilibre financier des actions de formation continue. L'objectif est également de référencer dans ce document le contexte réglementaire avec le rappel des bases légales qui encadrent la formation professionnelle et notamment le code du travail et le code de l'éducation. Les différents dispositifs proposés dans le cadre de la formation continue sont également indiqués dans la politique tarifaire qui est présentée ce jour. Les publics qui sont concernés par cette politique sont principalement les étudiants en alternance, les salariés, les demandeurs d'emploi, les travailleurs indépendants et les professions libérales. Dans la politique tarifaire, il est spécifié d'offrir des prestations adaptées à chacun incluant l'accueil, l'accompagnement individuel et la gestion administrative. Est également spécifiée la tarification des formations, qui est définie par trois types principaux : les tarifs pris en charge par des organismes financeurs ; les tarifs uniques France Travail ; les tarifs non pris en charge par les organismes financeurs (tarifs individuels). Les éléments relatifs aux validations des acquis ont été introduits pour l'année 2025-2026 et notamment ce qui concerne la validation des acquis de l'expérience (VAE), la validation des acquis personnels et professionnels (VAPP) et la validation d'études supérieures (VES).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

En page 3 de l'annexe, pour les formations de DAEU, FC Label et DU, il est indiqué que la prise en charge par l'entreprise ou un organisme est de 15€/heure et la prise en charge par France Travail est de 10€/heure. Monsieur Fabien Monnet demande s'il n'y a pas une erreur sur ces tarifs-là. Il ajoute que le tarif individuel de 20€/heure pour les modules n'apparaît pas dans le document. Il demande pour quelle raison ce tarif n'est pas indiqué. Madame Nabila Bellamine répond qu'il est indiqué dans le document le tarif à titre global. Les tarifs qui seront présentés dans le point suivant de l'ordre du jour de cette séance sont inférieurs à ceux affichés dans la politique tarifaire de la formation continue (pt. A.2.2 - Offre tarifaire des formations d'Avignon Université au titre de l'année universitaire 2025-2026). Les tarifs des blocs de modules sont également spécifiés dans le document qui sera présenté dans le point A.2.2 de l'ordre du jour.

Monsieur Fabien Monnet indique qu'à la dernière page de l'annexe, dans la partie « 2. Politique de reste à charge », il est précisé que le reste à charge n'est pas demandé à l'apprenti. Il demande s'il ne faut pas introduire une phrase sur le fait que cette politique de tarifier le reste à charge reste en cohérence et à la main de Formasup Méditerranée. Madame Nabila Bellamine répond qu'actuellement, Formasup Méditerranée laisse Avignon Université déterminer la politique de reste à charge. Un décret devrait être publié prochainement avec une nouvelle politique de reste à charge qui est obligatoire. Des discussions sont en cours et un travail est fait en commun avec Formasup Méditerranée. Le VP CFVU ajoute que dans les textes en préparation, il y aura probablement une prise en charge obligatoire par les entreprises, qui jusqu'à présent, n'est pas appliquée.

Madame Charline Devlieghere demande quel est le pourcentage approximatif d'étudiants dont la formation n'est pas prise en charge et qui règlent eux-mêmes la totalité des frais de formation. Madame Nabila Bellamine répond que cette année, cela concerne 10 étudiants, pour lesquels la formation n'est pas financée.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la politique tarifaire de la formation continue au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 contre et 1 abstention)**

2.2 Offre tarifaire des formations d'Avignon Université au titre de l'année universitaire 2025-2026 :

- **Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information**
- **Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation**

Le VP CA donne la parole à Madame Nabila Bellamine, Directrice du SFTLV, qui présente l'offre tarifaire des formations d'Avignon Université au titre de l'année universitaire 2025-2026. Ce document a pour objectif de représenter l'ensemble des tarifs qui sont pratiqués par l'établissement, aussi bien pour la formation initiale que pour la formation continue (*cf. annexe pt. A.2.2 - Offre tarifaire des formations d'Avignon Université au titre de l'année universitaire 2025-2026*). La nouveauté de cette année est la présentation de l'ensemble des tarifs sur un seul document. L'objectif de cette démarche est d'avoir davantage de visibilité.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Fabien Monnet demande si d'un point de vue juridique, le DAEU peut relever de la formation initiale. Il ajoute que dans les conditions fixées par le texte national, il faut être âgé de 20 ans révolus avec deux ans de cotisation ou 24 ans et plus. Il se demande si dans ce processus, des étudiants en formation initiale peuvent prétendre au DAEU. Madame Nabila Bellamine répond qu'actuellement, le SFTLV n'accueille pas ce type de public car les conditions d'admission obligent à ce que l'étudiant ne soit pas en sortie de lycée et qu'il ait une expérience professionnelle pour entrer dans le cadre de la formation continue. D'un point de vue réglementaire, il est prévu un tarif concernant les droits nationaux pour le DAEU. Pour certains publics, des exceptions peuvent être appliquées sur certains critères afin qu'ils soient acceptés en DAEU.

sans entrer dans le cadre de la formation continue. Madame Nabila Bellamine précise qu'il peut s'agir d'étudiants bénéficiant d'aménagements liés à leur handicap et qui peuvent ainsi entrer dans ce type de critères.

Monsieur Johnny Douvinet demande si la variation de la prise en charge par l'entreprise est liée au nombre d'heures de formation. Madame Nabila Bellamine répond qu'effectivement cela peut être lié au volume horaire mais ici, il s'agit principalement de la prise en charge par les opérateurs de compétences (OPCO), qui a été prise en considération dans la définition de la tarification.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les tarifs supérieurs à 3 000 euros de l'offre tarifaire des formations d'Avignon Université au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 contre)**

3. Questions relatives aux ressources humaines :

3.1 Approbation de la campagne 2025 de promotion interne dans le corps des professeurs des universités

Le VP CA indique que le Conseil d'administration initialement prévu le mardi 8 avril 2025 a été avancé à aujourd'hui, mardi 1^{er} avril, dans le but de respecter le calendrier très restreint relatif à la campagne 2025 de promotion interne dans le corps des professeurs des universités.

Dans le cadre de la loi de programmation de la recherche (LPR), Avignon Université avait été destinataire de 10 supports de promotion interne dans le corps des professeurs des universités. Suite au rejet de la loi de finances initiale de l'année 2025, la LPR avait été remise en question. Toutefois, il y a quinze jours, l'établissement a reçu un e-mail du ministère l'informant qu'il avait quatre supports à utiliser au titre de l'année 2025. Pour ce faire, le ministère identifie des sections dites « prioritaires ». Pour Avignon Université, les 11 sections identifiées sont les suivantes : **06**, 11, 14, **23**, **27**, **60**, 65, **66**, **67**, 70, **71** (les sections en gras sont celles pour lesquelles il existe des candidats promouvables au sein de l'établissement, ce qui n'est pas le cas des sections 11, 14, 65 et 70).

Il est demandé de proposer au Conseil d'administration les possibilités que l'établissement souhaite ouvrir au titre de l'année 2025 selon trois critères :

- choisir prioritairement parmi les sections ci-dessus ;
- tenir compte des priorités scientifiques de l'établissement ;
- tenir compte des viviers de candidats potentiels.

Le VP CA indique que si le nombre de candidats potentiels n'est pas suffisant dans une section identifiée comme prioritaire par le ministère, une ouverture est possible dans une autre section du même groupe de sections CNU, que cette section supplémentaire soit identifiée comme prioritaire ou non. Il présente le calendrier de la campagne 2025 et précise que cette dernière s'ouvrira sur la plateforme dédiée le vendredi 4 avril 2025, d'où la tenue du Conseil d'administration ce mardi 1^{er} avril au lieu du mardi 8 avril 2025.

Au titre de l'année 2025, il est proposé au CA les quatre possibilités suivantes de promotion par la voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités et aux corps assimilés :

- une promotion ouverte au sein des sections 21 et 23 du groupe IV du CNU (trois candidats) ;
- une promotion ouverte au sein de la section 27 du groupe V du CNU (huit candidats) ;
- une promotion ouverte au sein de la section 60 du groupe IX du CNU (trois candidats) ;
- une promotion ouverte au sein des sections 66 et 68 du groupe X du CNU (cinq candidats).

Le Président complète en indiquant que la promotion de MCF dans le corps des professeurs des universités devrait pouvoir s'inscrire dans une politique générale d'avancement et elle doit récompenser l'engagement du collègue dans l'établissement. Ici, l'exercice est particulier car il est demandé de choisir des sections sans avoir étudié les dossiers. Il ajoute que cela répond à un réel besoin car de nombreux collègues sont en situation d'être promus dans le corps des professeurs des universités et il faut leur ouvrir des perspectives au sein de l'établissement. Toutefois, l'outil proposé ici dans le cadre de la LPR est contraignant et n'est pas très adapté à la taille de l'établissement. Le Président indique que les quatre supports proposés dans cette campagne n'excluent en rien le fait d'avoir une campagne « 46.3 » qui peut se développer en parallèle et qui doit être portée/demandée par les composantes dans leur périmètre. Le VP CA conclut en indiquant que même si ces quatre possibilités de promotion obtenues en dernière minute nous obligent à faire des choix, cela permet tout de même à quatre collègues d'avoir une voie de promotion. Il s'agit donc d'une très bonne nouvelle pour l'établissement et pour les personnels concernés.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Allal Berrag remarque que les sections 8 et 9 n'apparaissent pas dans le tableau présenté par le VP CA et demande si cela est lié à une absence de candidats sur ces sections qui sont pourtant prioritaires au niveau national. Le Président et le VP CA répondent que pour Avignon Université, les sections identifiées comme prioritaires par le ministère sont les sections présentées précédemment (sections 06, 11, 14, 23, 27, 60, 65, 66, 67, 70, 71). Le ministère n'a pas identifié les sections 8 et 9 comme prioritaires pour Avignon Université d'où le fait qu'elles n'apparaissent pas dans le tableau.

Madame Agnès Vinet a la procuration de Madame Delphine Blanke et dans ce cadre-là, elle indique que les mathématiques n'ont jamais bénéficié de postes alors qu'elles sont dans le même groupe de sections que l'informatique. Le VP CA répond que les collègues en mathématiques et ceux des autres sections ne sont pas oubliés. Il indique que si par exemple une section a été adjointe à la 23^{ème}, c'est parce qu'il n'y avait qu'un seul candidat et il a été décidé de ne pas ouvrir de concours lorsqu'il n'y avait qu'un seul candidat car ce ne serait pas un vrai concours. La section « Informatique », identifiée comme prioritaire à Avignon par le ministère, compte à elle seule huit candidats. Le VP CA indique à Madame Agnès Vinet qu'il a par ailleurs apporté une réponse à Madame Delphine Blanke concernant ses interrogations sur ce sujet.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la campagne 2025 de promotion interne dans le corps des professeurs des universités.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 contre)**

3.2 Approbation du Rapport Social Unique (RSU) 2023

Le VP CA donne la parole à Madame Delphine Pezzo, Directrice des Ressources Humaines, qui présente le Rapport Social Unique de l'année 2023 (*cf. annexe pt. A.3.2 Rapport social unique - RSU 2023*). Ce dernier est encadré par le Code général de la fonction publique et les administrations élaborent chaque année un rapport social unique qui rassemble les éléments et les données qui sont un soutien à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines de l'établissement. Le RSU est établi chaque année au titre de l'année civile écoulée. Ce sont des données qui permettent le dialogue social et qui sont discutées en CSA. Madame Delphine Pezzo présente le RSU à l'aide d'un PowerPoint projeté en séance.

Le RSU 2023 est organisé en quatre parties, qui sont :

- Partie 1 : Caractéristiques des emplois et situation des agents ;
- Partie 2 : Recrutements, parcours professionnels, avancements et promotions ;
- Partie 3 : Situation comparée des femmes et des hommes et son évolution ;
- Partie 4 : Mise en œuvre des mesures relatives à la diversité, à la lutte contre les discriminations et à l'insertion professionnelle.

Le Président indique qu'il est important de bien mettre en perspective l'évolution des effectifs dans l'établissement sur le long terme (de 2018 à 2023). La comparaison de la dotation globale avec les autres établissements a été présentée aux personnels afin de comprendre le niveau de soutien de l'État et les moyens qui sont à disposition d'Avignon Université par rapport à d'autres établissements, de taille similaire ou de taille différente. Dans la présentation du RSU 2023, il est constaté une croissance des effectifs des agents « BIATSS » qui est particulièrement liée au développement de la recherche contractualisée et aux grands projets financés (PIA, etc.) avec, plus globalement, une forme de précarisation. Il y a effectivement moins d'agents titulaires et de plus en plus de personnels contractuels (CDD, CDI). Ce régime contractuel devient quelque peu le standard dans l'établissement et il s'agit d'un sujet important. D'autre part, bien que les effectifs des agents « BIATSS » restent stables (hors projets financés), les effectifs « Enseignants » ont baissé entre 2021 et 2023 (-10). Le Président indique qu'il est important de présenter la trajectoire de l'établissement ou de ces indicateurs macro sur du long terme et il faut absolument les mettre en contexte et comparer cela avec ce qui est fait dans d'autres universités. La gouvernance reviendra vers les conseillers avec cette étude sur un temps plus long.

Madame Delphine Pezzo présente les éléments suivants du RSU 2023 :

- la masse salariale (55,7 M€, soit 80% du total des dépenses décaissées dans le budget de l'établissement) ;
- les heures complémentaires d'enseignement (2,293 M€) ;
- les recrutements et promotions (12 recrutements de fonctionnaires et 40 promotions) ;
- la formation (713 agents ont bénéficié d'une formation, pour un budget total de 150 760 €) ;
- le dialogue social (44 réunions d'instances se sont tenues).

Madame Delphine Pezzo présente ensuite la situation comparée entre les femmes et les hommes concernant la démographie, l'organisation du travail et les écarts de rémunération. Elle présente enfin les éléments concernant les

mesures relatives à la diversité, la lutte contre les discriminations et l'insertion professionnelle (médecine de prévention, handicap et inclusion).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Charline Devlieghere indique que l'ensemble des élus a consulté le Rapport Social Unique 2023 et un fait a été remarqué par tous, à savoir la baisse générale du taux d'encadrement en ALL, SHS et DEG depuis 2021. Elle ajoute que cela est très inquiétant vis-à-vis de la qualité des enseignements, de la charge de travail des enseignants et par conséquent, de la réussite des étudiants. Monsieur Guillaume Marrel indique que ce qui est préoccupant, c'est que l'établissement est assez loin de la moyenne nationale et des indicateurs nationaux, en particulier dans le domaine du droit, économie et gestion (DEG). Selon lui, les spécificités de l'établissement, le volume et la répartition des étudiants dans les composantes ne semblent pas justifier cette difficulté depuis son arrivée dans les effectifs en 2007. En DEG, il faut compter environ 2 enseignants pour 100 étudiants contre 4,2 en ALL et SHS et 7,1 en STS. Il indique qu'il serait intéressant d'étudier les raisons de cette inertie. Le VP CFVU répond que la comparaison avec d'autres universités dans les mêmes domaines a du sens mais une comparaison en interne entre les domaines est plus délicate car en fonction de la nature des domaines et des formations, l'encadrement nécessaire n'est pas le même. Il ajoute qu'effectivement, l'établissement est peut-être loin du taux d'encadrement national et c'est cela qu'il faut observer, par domaines, en comparaison avec les autres universités. Monsieur Nicolas Matois, Contrôleur de gestion RH - Pilotage des emplois et de la masse salariale, indique que par rapport au niveau national, l'établissement a un écart de 0,9 pour les domaines ALL et SHS, et de 0,8 pour le domaine du droit. Le taux moyen d'encadrement de l'établissement est de 5,05 contre 5,04 au niveau national, soit des taux très proches.

À la lecture du taux d'encadrement, Monsieur Paul Payan se demande si l'IUT ne corrige pas la moyenne de l'établissement car si les quatre domaines (ALL, DEG, SHS et STS) sont mis à part, sans l'IUT, le taux d'encadrement serait inférieur à la moyenne nationale. Monsieur Nicolas Matois répond qu'au niveau national, l'IUT est globalisé et donc réparti dans toutes les autres disciplines. À Avignon Université, l'IUT a été extrait. Monsieur Paul Payan répond qu'il comprend le calcul mais que cela peut être trompeur étant donnée la taille de l'établissement. Il ajoute qu'en proportion, l'IUT a un poids qui n'est pas forcément le même que dans d'autres structures universitaires. Le Président répond que cela est très variable avec certaines universités qui ont de grands IUT, d'autres qui ont plusieurs IUT, etc. Les comparaisons avec les autres établissements doivent se faire, soit de manière analytique et précise, ce qui peut s'avérer être chronophage, soit en prenant en compte un grand nombre d'universités pour voir la tendance globale.

Madame Corinne Fredouille demande ce qui est considéré comme un « enseignant titulaire » dans les effectifs qui sont pris en compte ici pour le calcul. Monsieur Nicolas Matois répond que cela ne comprend pas uniquement les enseignants titulaires mais l'ensemble des enseignants, dont les enseignants-chercheurs, les enseignants du second degré et les enseignants contractuels. Il s'agit des personnels occupés et affectés qui enseignent. Aussi, les enseignants en détachement ou en congé parental ne sont pas comptabilisés.

Concernant le nombre de recrutements indiqué précédemment, Monsieur Allal Berrag indique que cela fait 20 ans qu'il siège au sein des instances dans lesquelles des politiques d'emploi sont votées et, selon lui, le compte n'y est pas, notamment pour les titulaires. Il ajoute qu'il serait peut-être judicieux de différencier les recrutements des personnels titulaires (fonctionnaires) et contractuels et qu'il est important de connaître le nombre de recrutements d'agents contractuels afin d'avoir des statistiques sur la précarisation. Le Président répond que les éléments relatifs aux recrutements des personnels titulaires et des contractuels sont inscrits dans le Rapport Social Unique présenté ici et réitère, comme il l'a indiqué précédemment, le fait qu'il y a effectivement une forme de précarisation des personnels.

Monsieur Allal Berrag demande combien de cas ont été traités par le groupe d'accompagnement travail (GAT) et combien de dossiers ont été solutionnés. Madame Delphine Pezzo répond qu'un bilan du GAT est présenté chaque année en CSA, dans lequel se trouve ces éléments. Elle indique que sur l'instant elle n'a pas connaissance de ce nombre et qu'une réponse pourra être apportée à Monsieur Allal Berrag ultérieurement.

En réponse à la remarque précédente de Monsieur Paul Payan concernant le taux d'encadrement, Madame Anne Maurand-Valet, Directrice de l'IUT, indique qu'avec la réforme du BUT et la mise en place d'une troisième année, sans recrutement supplémentaire et même avec des départs, certains départements de l'IUT ont un taux d'encadrement de 4,5.

Monsieur Guillaume Marrel fait remarquer une erreur à la page 38 du RSU 2023 relative au nombre de délégations IUF dans le tableau intitulé « Dispositifs spécifiques accordés aux Enseignants-chercheurs ». Dans ce dernier, il est indiqué « 0 – Féminin » et « 0 – Masculin » au lieu de « 1 – Féminin » et « 1 – Masculin ». Madame Delphine Pezzo répond qu'elle prend note de cette erreur et qu'une correction sera apportée dans le RSU.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le Rapport Social Unique (RSU) 2023, sous réserve de la correction à apporter à la page 38 du RSU relative au nombre de délégations dans les dispositifs spécifiques accordés aux enseignants-chercheurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 contre et 1 abstention)**

4. Questions relatives à la transition environnementale :

4.1 Approbation de l'actualisation du schéma directeur durabilité (Version 2)

Le VP CA donne la parole à Mesdames Céline Bourgeois, Vice-Présidente déléguée à la Transition Environnementale, et Aude Favre, Consultante interne - Cellule accompagnement aux projets et à la transformation, qui présentent l'actualisation du Schéma directeur durabilité (version 2). La première version du schéma directeur durabilité a été approuvée par le Conseil d'administration au mois de février 2024.

Le Schéma directeur durabilité comprend quatre axes :

1. Structurer et permettre la mobilisation de l'établissement ;
2. Mettre en place un campus éco-responsable ;
3. Accompagner les équipes de recherche dans l'évolution de leurs activités ;
4. Sensibiliser et former aux enjeux de durabilité.

Entre les mois de décembre 2024 et janvier 2025, Mesdames Céline Bourgeois et Aude Favre ont rencontré les directions des services et les porteurs de fiches-actions de la précédente version afin de faire le point sur les actions en cours, les éventuelles difficultés rencontrées et savoir comment les aider pour faire évoluer le Schéma directeur durabilité. Des entretiens et réunions se sont tenus dans ce cadre (comité de suivi, comité de pilotage). Cette deuxième version du schéma directeur durabilité a été présentée au Conseil académique plénier le 4 mars 2025 et au Comité social d'administration ce mardi 1^{er} avril 2025.

Madame Céline Bourgeois présente les évolutions entre la première et la deuxième version du schéma directeur durabilité. Elle indique que 52% des fiches ont évolué. Deux fiches ont été supprimées et trois ont été ajoutées. La note moyenne du schéma directeur durabilité est de 2,47/5 pour 62 fiches-actions. La première année du schéma directeur durabilité sera fêtée lors de la semaine de l'environnement qui se tiendra du 24 au 28 mars 2025 avec des animations portées par les étudiants et une exposition.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Johnny Douvinet demande si dans le cadre de l'action « 1.1.3 - Mettre en place une structure de pilotage dédiée dans les composantes » il est prévu que la Vice-Présidente déléguée à la Transition Environnementale présente le schéma directeur durabilité en conseil d'institut. Madame Céline Bourgeois répond qu'elle peut effectivement présenter le schéma directeur durabilité en conseil de composante, à la demande de cette dernière.

Concernant l'action « 1.2.1 - Intégrer les enjeux de durabilité de façon systématique aux COMP, entretiens professionnels, conventions avec des partenaires », Monsieur Johnny Douvinet indique que les composantes vont se mobiliser durant le mois d'avril et demande s'il ne faudrait pas programmer un moment d'échange afin de coordonner les actions. Madame Céline Bourgeois répond que son équipe reste à la disposition des composantes pour travailler avec elles sur ce sujet.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'actualisation du schéma directeur durabilité (Version 2).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 contre)**

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :

1.1. Approbation des statuts du service de santé étudiante (SSE)

Le VP CA donne la parole à Madame Audrey Abonnen, Vice-Présidente en charge de la Vie Universitaire et chargée de mission santé, qui assiste à la séance en visioconférence et présente les statuts du service de santé étudiante.

Monsieur Allal Berrag quitte la séance.

La création du service de santé étudiante (SSE) a été approuvée par le Conseil d'administration le 6 février 2025. Auparavant, Avignon Université était organisé en Service Interuniversitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la

Santé (SIUMPPS) avec Aix-Marseille Université. Conformément à la réglementation en vigueur, il était important que l'établissement porte sa propre politique en matière de santé. Le service de santé étudiante est un service commun et autonome de l'établissement. Le SSE et sa direction sont localisés sur le campus Hannah Arendt. Une antenne de proximité a vocation à être développée sur le campus Jean-Henri Fabre. Madame Audrey Abonnen présente ensuite les missions, les axes, l'organisation, le fonctionnement et l'administration du SSE (*cf. annexe pt. B.1.1 Statuts du service de santé étudiante - SSE*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Anne Gagniard, Conseillère municipale déléguée à l'université, aux établissements d'enseignement supérieur et professionnel et à la vie étudiante, indique être heureuse que le service de santé étudiante soit mis en place après un long travail et salue l'action de Madame Audrey Abonnen pour la création de ce service.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les statuts du service de santé étudiante (SSE).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.2. Approbation de la modification des statuts de l'École Doctorale 536

Le VP CA donne la parole à Monsieur Stéphane Durand, Directeur de l'École Doctorale 537, qui présente la modification des statuts de l'École Doctorale 536.

Dans les nouveaux statuts de l'École Doctorale 536, il est proposé de permettre le scrutin par voie électronique pour les élections des représentants étudiants au conseil de l'école doctorale. Le but étant d'avoir une meilleure participation que celle observée lors des scrutins précédents, qui était particulièrement basse.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification des statuts de l'École Doctorale 536.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.3. Approbation de la modification des statuts de l'École Doctorale 537

Monsieur Stéphane Durand, Directeur de l'École Doctorale 537, garde la parole et présente la modification des statuts de l'École Doctorale 537.

Comme pour l'École Doctorale 536, dans les nouveaux statuts de l'École Doctorale 537, il est également proposé de permettre le scrutin par voie électronique pour les élections des représentants étudiants au conseil de l'école doctorale. Le but étant d'avoir une meilleure participation que celle observée lors des scrutins précédents, qui était particulièrement basse. La deuxième modification apportée aux statuts de l'École Doctorale 537 concerne la mise à jour de la liste des laboratoires qui apparaissent dans les premiers articles des statuts (changement de nom du laboratoire « LBNC » en « JPEG », remplacement de « ANHIMA » par « HISOMA » et suppression du Laboratoire Culture et Communication-LCC). La troisième modification des statuts de l'École Doctorale 537 est la modification de la composition du conseil de l'ED, rendue nécessaire par la suppression du Laboratoire Culture et Communication. La composition du conseil de l'ED est définie par le décret n°2009-464 du 23 avril 2009 modifié relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche. Dans le cadre de ce texte, il est exigé de respecter un taux de 60% de membres issus de l'établissement au sein du conseil de l'école doctorale. Toutefois, du fait de la suppression du Laboratoire Culture et Communication, qui détenait un siège au sein de ce conseil, le pourcentage est devenu inférieur au taux réglementaire. Après réflexion, il a été proposé de remplacer le représentant de l'ancien LCC par le directeur de l'EUR InterMEDIUS au sein du conseil de l'école doctorale 537.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification des statuts de l'École Doctorale 537.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.4. Approbation du calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole à Madame Florence Decuyper, Directrice générale des services adjointe en charge des fonctions "support", qui présente le calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2025-2026. Le CSA qui s'est réuni ce mardi 1^{er} avril 2025 a émis un avis favorable sur ce calendrier. Concernant les vacances estivales, l'établissement sera fermé du 18 juillet au 16 août 2026 et non jusqu'au 17 août 2026 comme indiqué initialement dans le calendrier.

Monsieur Jean-François Blanco, Directeur général des services adjoint en charge de la transformation et de l'évaluation, indique que ce matin, lors du CSA, il a été demandé de distinguer les vacances scolaires des vacances d'enseignement dans le calendrier afin de ne pas créer de confusion pour les étudiants. En effet, la durée des vacances scolaires par zone et des vacances d'enseignement n'est pas systématiquement la même. Aussi, une colonne « Vacances d'enseignement » sera ajoutée au calendrier, en sus de la colonne « Vacances scolaires » déjà existante.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Corinne Fredouille indique qu'il avait été évoqué le fait de fermer l'université sur une plus courte période durant l'été afin notamment de permettre aux chercheurs et aux étudiants doctorants ou post-doctorants qui profitent des locaux de travailler dans de bonnes conditions. En effet, très souvent, ces derniers se retrouvent dans des appartements non climatisés et le fait d'être dans un laboratoire climatisé leur permettrait de travailler dans de bonnes conditions. Le Président répond que les périodes d'ouverture des laboratoires peuvent ne pas être alignées sur le calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement. Il ajoute que ces dernières années, les laboratoires sont restés ouverts au-delà de la fermeture de l'établissement et cela continuera à être pratiqué, au cas par cas. Ouvrir les laboratoires c'est rouvrir l'ensemble de l'établissement et cela représente un coût qui n'est pas le même que pour l'ouverture de certains laboratoires seulement (frais de sécurité, d'entretien, etc.). La question de la climatisation représente un coût pour l'établissement mais également un coût environnemental. Le calendrier présenté ici ne contraint pas directement le calendrier d'ouverture et d'accès possibles aux laboratoires. Monsieur Jean-François Blanco indique que la semaine suivant la fermeture de l'établissement (juillet 2025), la DPI prendra les dispositions nécessaires afin de connaître les laboratoires qui ont besoin de rester ouverts sur des horaires contraints. Concernant la question de la climatisation, il comprend la situation des étudiants et indique qu'il est difficile d'ouvrir les laboratoires pour ce seul motif.

Madame Corinne Fredouille demande s'il serait possible d'avoir une procédure permettant l'accès aux locaux en période de fermeture pour relancer les serveurs de calcul qui sont dans les locaux et qui tombent en cas de coupure de courant. Cette demande a déjà été faite il y a plusieurs mois car le cas s'est produit et il n'y a pas de procédure existante. Le Président répond qu'historiquement, la responsabilité des serveurs de calcul du LIA faisait partie du périmètre de la DOSI avec la mise en place d'un régime d'astreinte pour assurer la continuité du service pour répondre à ces besoins spécifiques. Par la suite, le LIA a fait le choix de récupérer le personnel qui était intégré à la DOSI et d'en prendre la responsabilité. Cela a donc eu un impact sur l'organisation globale du service. La demande évoquée par Madame Corinne Fredouille est entendue mais elle doit être réfléchie collectivement et dans un cadre général, au-delà du LIA (par exemple : d'éventuelles astreintes à gérer pour la Direction des ressources humaines avec des contraintes réglementaires).

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2025-2026, sous réserve des corrections relatives à la fermeture estivale de l'établissement le « 16 août 2026 inclus » au lieu du « 17 août 2026 inclus » et à l'ajout d'une colonne « Vacances d'enseignements ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :

2.1. Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole au VP CFVU, qui présente le calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2025-2026. Ce dernier a été présenté à la CFVU du 27 mars 2025. Le calendrier pédagogique de l'année 2025-2026 est un calendrier classique, sans nouveautés majeures par rapport à celui de l'année précédente. Ce calendrier fait apparaître uniquement les événements qui impactent l'organisation pédagogique de l'établissement et non l'ensemble des événements liés à la vie étudiante.

Le VP CFVU indique que deux modifications doivent être apportées au calendrier pédagogique présenté ce jour :

- la fête de la science se tiendra sur la Place de l'horloge le samedi 4 octobre 2025 au lieu du 11 octobre 2025,
- la fermeture estivale de l'établissement durera jusqu'au 16 août 2026 inclus et non jusqu'au lundi 17 août 2026.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2025-2026, sous réserve des corrections relatives à la fête de la science qui se tiendra le samedi 4 octobre 2025 au lieu du 11 octobre 2025 et la fermeture estivale de l'établissement qui durera jusqu'au 16 août 2026 inclus et non jusqu'au lundi 17 août 2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.2. Approbation de la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole au VP CFVU qui présente la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2025-2026. La CFVU du 27 mars 2025 a émis un avis favorable à l'unanimité sur cette liste qui reprend l'ensemble des formations qui ont été ouvertes en 2023-2024 ou en 2024-2025, avec une projection sur l'année 2025-2026 (cf. annexe pt. B.2.2 Formations autorisées à ouvrir 2025-2026). Il est proposé la fermeture des classes « TREMLIN », qui est un dispositif faisant suite aux réponses « oui si » que les étudiants pouvaient recevoir sur Parcoursup. Il s'agit d'une année de remise à niveau entre le Baccalauréat et la première année de licence. Ce dispositif, qui trouvait un intérêt il y a quelques années, compte désormais très peu de candidats, du fait notamment de la réforme du Baccalauréat et de l'ensemble des autres dispositifs proposés pour les étudiants. Trois candidats seulement étaient inscrits en début d'année et suite à plusieurs discussions, il a été décidé de fermer le dispositif des classes « TREMLIN » pour l'ensemble des licences et de consacrer les efforts d'accompagnement et d'aide à la réussite des étudiants sur le dispositif « Accompagnement à La Licence Universitaire et à la Réussite Étudiante » dit « ALLURE ». Le VP CFVU indique que dans l'ensemble, il n'y a pas de nouveautés majeures dans la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2025-2026 depuis l'année dernière.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la liste des formations autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.3. Approbation de l'offre des « Unités d'Enseignement de Renforcement » (UER) au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole au VP CFVU qui présente l'offre des « Unités d'Enseignement de Renforcement » (UER) au titre de l'année universitaire 2025-2026. Un certain nombre d'UER sont renouvelées à l'identique par rapport à l'année en cours. Pour certaines UER, il y a des modifications relatives au volume horaire. Il est proposé, aux formations qui le souhaitent, de passer les UER de 18 à 21 heures mais cette augmentation est couverte par le volume dégagé par la fermeture des classes « TREMLIN ». Cela n'engendre donc pas d'augmentation des coûts pour l'établissement par rapport au dispositif de remédiation mais plutôt une orientation de l'effort d'un dispositif vers l'autre. Monsieur Fabien Monnet demande si cela entre bien dans le cadre du NCU CAPACITE avec une réorientation des fonds validée, suivie, etc. Le VP CFVU confirme que l'ensemble de ces UER est couvert par les moyens du NCU CAPACITE et il indique que l'établissement a informé l'ANR de la fermeture des classes « TREMLIN » et du transfert des heures d'un dispositif vers l'autre.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'offre des « Unités d'Enseignement de Renforcement » (UER) au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.4. Approbation de l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole au VP CFVU qui présente l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2025-2026. Cette dernière a été présentée à la CFVU du 27 mars 2025.

Une large majorité du catalogue de l'année en cours est maintenue, avec quelques modifications, notamment dans certaines UEO (*cf. annexe pt. B.2.4 Offre UEO 2025-2026_CA 01.04.2025*). Le VP CFVU indique que l'année dernière, lors de la présentation de l'offre des UEO, il y avait un engagement de réduction des coûts des UEO au niveau de l'établissement et de suivre la même trajectoire que sur l'ensemble des maquettes, avec une réduction de 5% du volume total. Pour l'année 2024-2025, le coût total des UEO s'élève à 209 K€ contre 235 K€ pour l'année 2023-2024, soit une baisse plus proche de 10% que des 5% annoncées. Aussi, l'engagement est tenu pour cette réduction des coûts des UEO.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.5. Approbation du nombre de groupes par composantes/services porteurs des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole au VP CFVU qui présente le nombre de groupes par composantes/services porteurs des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2025-2026. Le nombre de groupes est voté séparément de l'offre des UEO car la particularité pour ces dernières est que cela repose sur un nombre important de vacataires extérieurs avec des contraintes qui peuvent changer régulièrement et des vacataires que l'établissement n'arrive parfois pas à trouver en début d'année. D'autre part, il faut tenir compte d'une variabilité liée aux demandes des étudiants et il est difficile d'anticiper les tendances ou les souhaits des étudiants de s'inscrire dans les UEO. Il est alors difficile d'anticiper un nombre fixe de groupes à ouvrir par UEO. La solution qui avait été proposée pour l'année en cours et qui est proposée pour l'année 2025-2026 est de ne pas définir le nombre de groupes par UEO mais plutôt par composantes ou services. Ainsi, pour chaque composante ou service, il y a une enveloppe de groupes autorisés à ouvrir dans la liste des UEO proposées (*cf. annexe pt. B.2.5 Nombre de groupes UEO 2025-2026*). Cela leur laisse une marge de souplesse et des possibilités d'ajustement en début d'année selon les demandes des étudiants et la disponibilité des vacataires. Le VP CFVU ajoute qu'à compter de l'année prochaine, 50% des étudiants de L2 vont suivre une UEO obligatoire sur la transition environnementale. Cela signifie que l'année prochaine, il y aura environ 500 étudiants en moins à inscrire dans les UEO, donc moins de groupes également.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Johnny Douvinet fait remarquer que dans l'offre des unités d'enseignement d'ouverture autorisées à ouvrir au titre de l'année universitaire 2025-2026 (point précédent de l'ordre du jour), il est indiqué que le renouvellement de l'UEO « Théâtre appliqué » portée par le SAFIRE a recueilli un avis défavorable du COS des UEO. Il demande quelle est la conséquence de cet avis du COS car c'est un titulaire qui intervient sur cette UEO. Le VP CFVU répond que l'UEO « Théâtre appliqué » était réservée aux étudiants des classes « TREMPLIN » et l'avis défavorable du COS pour le renouvellement de cette UEO est uniquement lié à la fermeture de ce dispositif.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le nombre de groupes par composantes/services porteurs des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.6. Approbation de l'offre des Diplômes Universitaires (DU) au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole au VP CFVU qui présente l'offre des Diplômes Universitaires (DU) au titre de l'année universitaire 2025-2026. L'ensemble des dossiers d'ouverture des DU a été examiné par la CFVU du 27 mars 2025. Le VP CFVU présente ensuite les DU des composantes et de la Direction des Relations Internationales (*cf. annexe pt. B.2.6 Offre Diplômes Universitaires 2025-2026*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Fabien Monnet demande quels sont les seuils d'ouverture des DU, quel est le modèle économique, quel est le coût économique pris en compte pour savoir ce qui peut être ouvert et quels sont les limites et les calendriers des DU. Le VP CFVU répond que cela est indiqué dans l'ensemble des dossiers. Le seuil d'ouverture est basé sur le coût du DU qui, lui, prend en compte la charge de l'établissement, notamment la charge d'ingénierie pour les DU et le coût horaire de formation. Ensuite, le seuil a été défini en fonction des tarifs des DU. Les tarifs d'inscription ont été définis DU par DU.

À partir de ce seuil-là, le DU pourrait ouvrir automatiquement si le seuil est atteint et il est soumis à un arbitrage politique si le seuil d'ouverture n'est pas atteint

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'offre des Diplômes Universitaires (DU) au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :

3.1. Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria - Tunisie

Le VP CA donne la parole à Madame Sophie Antoine, Vice-présidente déléguée aux relations internationales, qui présente l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria – Tunisie. Cet accord-cadre émane de la Chaire Partenariale « Chimie Verte et Durable du Végétal » et l'idée, à court terme, est de mettre en place une partie de leurs actions appelées « de dissémination » avec un travail dans des écoles pour présenter des coextractions. Il s'agit d'un travail de collaboration entre les deux établissements.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria - Tunisie.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.2. Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et Democritus University of Thrace - Grèce

Le VP CA donne la parole à Madame Sophie Antoine, Vice-présidente déléguée aux relations internationales, qui présente l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et Democritus University of Thrace – Grèce. Cet accord-cadre émane du laboratoire EMMAH. L'idée des collègues concernés est de se diriger vers un Erasmus Mundus, soit un diplôme joint de niveau Master avec la Pologne, Avignon Université et la Democritus University of Thrace. Cette dernière a porté une demande de financement pour une année préparatoire auprès du Ministère de l'enseignement supérieur grec. La réponse n'est pas encore connue à ce jour mais le projet est construit. Il repose sur la recherche et va renforcer la relation formation-recherche sur des questions d'hydrogéologie.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et Democritus University of Thrace - Grèce.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Questions diverses

Néant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h30.

Le Président d'Avignon Université
Georges LINARÈS